

COMMUNIQUÉ DE PRESSE



Fédération de Haute-Saône du Parti Socialiste
5 juillet 2023

Le Conseil fédéral du Parti Socialiste, réuni mardi 4 juillet, a longuement débattu de la mort du jeune Nahel et des violences urbaines que nous condamnons sans nuance. La situation semble s'être un peu apaisée...

La mort de ce jeune homme, à Nanterre, à l'issue d'un contrôle de police est bouleversante.

Bouleversante, parce que mourir à 17 ans est un drame absolu. Nos pensées vont bien sûr à la famille de Nahel et à ses proches.

Nous faisons confiance à la justice de notre pays pour établir les circonstances exactes de ce drame.

Nous ne souhaitons pas accabler une institution qui, dans la majorité des cas, accomplit son devoir correctement, mais ce drame met en lumière la nécessité de remettre en question la stratégie de contrôle des populations, la formation des personnels ainsi que le cadre et les conditions qui régissent le travail de la police nationale.

Un clivage se développe entre ceux qui soutiennent, quoi qu'il en soit, l'ordre et la police et ceux qui essaient de comprendre, sans pour autant excuser, ce qui amène à une telle situation.

La faiblesse de la force c'est de ne croire qu'à la force.

Si nous partageons très largement, au sein de la NUPES, le diagnostic sur les causes sociales et sociétales profondes des événements de ces derniers jours, le Parti Socialiste est en profond désaccord avec les prises de position de Jean-Luc MÉLENCHON. Violences et destructions ne peuvent être ni justifiées, ni relativisées.

L'ordre ne se décrète pas, il se construit à travers une volonté et des politiques publiques auxquelles le Parti Socialiste est attaché : logement, école, transports, services administratifs, police de proximité... et beaucoup d'accompagnement humain. Le problème de fond à traiter est celui de l'organisation et de l'intégration des quartiers populaires dans la ville. Il ne peut se résumer à une question sécuritaire.

Alain BALANDIER,
Premier Secrétaire fédéral du Parti Socialiste